



PRÉFET DU GERS

Liberté
Égalité
Fraternité

Préfecture du Gers Secrétariat général Direction de la citoyenneté et de la légalité Bureau du droit de l'environnement

Auch, le 20 OCT. 2025

Madame la Directrice,

Votre société a été autorisée, par arrêté préfectoral du 24 juin 1987 modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 28 mai 2013, à exploiter une installation de stockage de céréales en silos au lieu-dit « En Girette », sur le territoire de la commune de L'Isle Jourdain (32600).

Le 17 juin 2025, vous m'avez transmis un tableau d'actualisation des activités présentes sur site concernant la rubrique 4702-II (Stockage d'engrais à base d'ammonitrates...) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Lors de sa visite sur site le 9 septembre 2025, le service de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie a constaté que la baisse de l'activité déclarée était effective. De fait, le classement administratif du site n'est plus à jour.

De plus, au regard de la parution de la note d'interprétation IR_23-07-26-2260_séchoirs concernant les activités de séchage des céréales par contact direct, il apparaît que votre installation n'est plus soumise à la rubrique 2260-2-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Au regard de ces modifications et de votre transmission, le tableau de classement des activités, exploitées sur votre site « En Girette » à L'Isle-Jourdain, est modifié de la manière suivante :

Rubrique	Désignation	Capacité Autorisée	Régime *
2160-2-a	Silos et installation s de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 2. Autres installations : a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m³	19 196 m³	A
2160-1-a	1. Silos plats : b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m³, mais inférieur ou égal à 15 000 m³	5 650 m³	DC
2260-1-b	Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : b) Supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	313 kW	DC
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	80 t	DC
2260-2-b*	2. Pour les activités relevant du séchage par contact direct, la puissance thermique nominale de l'installation étant : b) Supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW	3,78 MW	NC **

Madame la Directrice
de la société CASCAP
4 chemin de la Rebastide
32600 L'Isle-Jourdain

Copie :

- DREAL
- Mairie de L'Isle Jourdain

Courriel : pref-environnement@gers.gouv.fr
tel : 05 62 61 44 64
3 place du Préfet claude Erignac – 32000 AUCH
www.gers.gouv.fr

4702-I-II-III - c	Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1. [...] La quantité totale d'engrais répondant à au moins un des trois critères I, II ou III ci-dessus susceptible d'être présente dans l'installation étant : c) Inférieure à 500 t comportant une quantité en vrac d'engrais, dont la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est supérieure à 28 % en poids, supérieure ou égale à 250 t (DC)	< 250 t	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t (DC)	10 t	NC

* Régimes : A : autorisation ; E : enregistrement ; DC : déclaration sous contrôle périodique ; NC : non-classé.

** En application de la note d'interprétation IR_23-07-26-2260_séchoirs

Le tableau ci-dessus modifie celui porté à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mai 2013.

En outre, l'inspecteur de l'environnement m'a signalé dans son rapport du 2 octobre 2025 que vous aviez réalisé des actions correctives et transmis des justificatifs qui permettaient la levée de la mise en demeure du 28 janvier 2025. De ce fait, l'arrêté préfectoral n°32-2025-01-28-00008 cesse de produire effet.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Cédric KARI-HERKNER